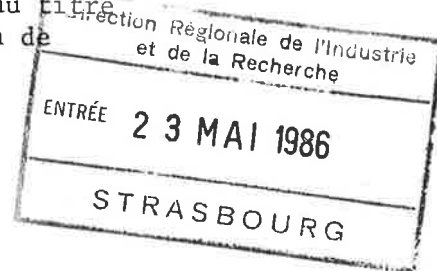


Bureau de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

BR/VF

ARRETE

N° 81978 DU 25 AVRIL 1986 portant
imposition de prescriptions complémentaires au titre
des installations classées pour la protection de
l'environnement.



LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE
DU DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment l'article 18 ;
- VU la circulaire du 28 décembre 1983 du Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, à Messieurs les Commissaires de la République, relative à l'application de la Directive Communautaire du 24 juin 1982 et notamment de son article 5 ;
- VU la circulaire ministérielle du 12 juillet 1985, relative au plan ORSEC "Risques technologiques" du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation à Messieurs les Commissaires de la République ;
- VU la circulaire du 2 août 1985 du Ministre de l'Environnement à Messieurs les commissaires de la République, relative à l'application de l'instruction ORSEC "Risques technologiques" ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 1929 complété par l'arrêté du 10 février 1983 autorisant les MINES DE POTASSE D'ALSACE à exploiter sur le carreau de la Mine MARIE-LOUISE à STAFFELFELDEN une usine à brome à laquelle est associé un stockage de chlore sous pression d'une capacité de 50 t.
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 14 mars 1986 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène émis au cours de sa séance du 3 avril 1986 ;

CONSIDERANT qu'il est indispensable de fixer des prescriptions correspondant aux meilleures techniques possibles en vue de prévenir les risques liés à l'exploitation de l'installation de stockage de chlore et des unités dans lesquelles ce gaz est mis en oeuvre ;

.../...

CONSIDERANT que dès lors il est nécessaire de disposer à bref délai d'une évaluation technique et économique précise des possibilités d'amélioration à partir des conditions de fonctionnement actuelles des installations ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général ;

ARRETE

Article 1er :

Les arrêtés préfectoraux du 2 août 1929 et du 10 février 1983 autorisant les MINES DE POTASSE D'ALSACE à exploiter une usine à brome associée à un stockage de chlore liquéfié sous pression sur le carreau de l'Etablissement MARIE-LOUISE à STAFFELFELDEN sont complétés par les dispositions suivantes :

Article 2 :

Il est demandé aux MINES DE POTASSE D'ALSACE de procéder à la mise à jour, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 et de la circulaire du 28 décembre 1983 susvisés, de l'étude des dangers relative au procédé industriel autorisé par les arrêtés préfectoraux visés à l'article 1er et qui met en jeu du chlore sur le carreau de l'Etablissement MARIE-LOUISE à STAFFELFELDEN. Devront être prises en considération les installations de stockage du chlore et les unités dans lesquelles ce gaz est mis en oeuvre.

Article 3 :

L'étude des dangers sera soumise à l'examen critique d'un tiers qualifié, choisi en accord avec l'inspection des Installations Classées, qui donnera son avis sur les hypothèses prises en compte dans l'étude des dangers, la démarche utilisée, les conclusions tirées et la pertinence des mesures proposées par l'exploitant.

La mise à jour de l'étude des dangers complétée par cet avis et assortie des observations et informations complémentaires que l'exploitant pourra fournir, sera remise à l'inspection des Installations Classées, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

En application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, au vu de cette étude de dangers et de l'avis du tiers qualifié, l'inspection des Installations Classées pourra proposer un arrêté complémentaire à la signature du Commissaire de la République après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

Article 4 :

L'étude des dangers visée à l'article 2 du présent arrêté sera mise régulièrement à jour pour tenir compte en particulier des modifications des connaissances techniques et de l'évolution de l'environnement. L'intervalle entre deux mises à jour n'excèdera pas deux ans.

Article 5 :

L'exploitant établira un plan d'opération interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan sera transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté. Le Commissaire de la République peut demander la modification des dispositions envisagées.

Article 6 :

En cas d'accident justifiant la mise en place du plan d'opération interne, l'exploitant assurera la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Commissaire de la République.

Article 7 :

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 8 :

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet, Commissaire de la République, dans le mois suivant la prise de possession.

Article 9 :

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, dans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 10 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 :

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc ...).

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de THANN, le Maire de STAFFELFELDEN et les inspecteurs des installations classées, des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. »

Fait à COLMAR, le 25 avril 1986.

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau délégué

Le Préfet, Commissaire de la République,



Pierre PAULET

Signé : Mahdi HACENE